

Communiqué du Conseil d'Etat

23 novembre 2011

La version Internet fait foi

Sommaire

Genève-Confédération	4
Rencontre avec la députation genevoise aux Chambres fédérales	4
Félicitations à Mme Martine Brunschwig Graf, nommée à la tête de la Commission extraparlamentaire contre le racisme.....	4
Genève	5
Eco-quartier du Moulin à danses : 285 nouveaux logements au cœur de Genève en 2014	5
Adoption de la nouvelle liste hospitalière cantonale genevoise.....	5
Acquisition d'immeubles par des personnes à l'étranger : déplafonnement du montant des émoluments...	6
Compensation des effets de la progression à froid	6
Adaptation de la dénomination des arrêts du réseau des TPG dès le 11 décembre 2011	7
Accueil de la première équipe du Servette FC aux Evaux : participation au financement des travaux	7
Aide financière exceptionnelle à l'association Atelier danse Manon Hotte – ADMH	7
Abrogation du règlement sur le vagabondage	8
Nomination.....	9
Agenda des invitations à la presse	10

Genève-Confédération

Rencontre avec la députation genevoise aux Chambres fédérales

En prévision de la session d'hiver du parlement fédéral qui se tiendra du 5 au 23 décembre prochains, le Conseil d'Etat a reçu les membres de la députation genevoise au Conseil national et au Conseil des Etats.

Cet échange traditionnel a été l'occasion d'aborder des thématiques telles que la taxation des holdings et sociétés annexes, le contreprojet indirect à l'[initiative populaire « contre les rémunérations abusives » \(initiative Minder\)](#), la délocalisation et la restructuration du personnel dans les organisations internationales, ou encore les licenciements dans l'économie genevoise.

Cette rencontre a également permis d'accueillir les nouveaux élus et de prendre congé de ceux qui sont arrivés au terme de leur mandat.

Félicitations à Mme Martine Brunshawig Graf, nommée à la tête de la Commission extraparlamentaire contre le racisme

Le Conseil d'Etat a adressé ses vives félicitations à Mme Martine Brunshawig Graf, à l'annonce de sa nomination en tant que présidente de la Commission extraparlamentaire contre le racisme dès le 1^{er} janvier 2012. Cette élection par le Conseil fédéral constitue un signe tangible de la confiance qui est témoignée à Mme Brunshawig Graf, et qui honore le canton.

A cet égard, le gouvernement genevois a tenu à assurer Mme Brunshawig Graf de son plein soutien dans cette importante fonction.

Eco-quartier du Moulin à danses : 285 nouveaux logements au cœur de Genève en 2014

Le Conseil d'Etat a adopté un plan localisé de quartier situé entre la rue du Stand et le boulevard Saint-Georges (ex-site Artamis), en Ville de Genève. Constitué de dix parcelles propriété de l'Etat de Genève et de la Ville de Genève et d'une superficie totale de 26'271 m², le périmètre se situe en zone 2.

Le projet, qui a fait l'objet d'un concours international d'urbanisme et d'architecture en 2009 (voir [dossier de presse du 8 février 2010](#)), propose la création d'un éco-quartier constitué de trois bâtiments. Les rez-de-chaussée seront affectés à un forum couvert, à des équipements publics, ainsi qu'à des activités commerciales, artisanales et artistiques. Les étages seront entièrement dévolus à des logements et totaliseront 285 appartements.

Le projet prévoit également la construction d'un parking souterrain d'une capacité de 302 places, dont 192 places sont destinées aux habitants du quartier en compensation des places publiques perdues lors de la réalisation de la ligne de tramway TCOB. Il est aussi prévu en sous-sol la réalisation d'un dépôt de 9'600 m² pour les biens culturels de la Ville de Genève. Les deux bâtiments administratifs présents dans le périmètre verront leur affectation actuelle conservée et seront surélevés de deux niveaux.

Le Conseil municipal de la Ville de Genève a préavisé favorablement ce projet le 17 mai 2011. La procédure d'opposition, ouverte du 2 septembre au 3 octobre 2011, n'a suscité aucune opposition.

Pour toute information complémentaire : M. Vincent Delabrière, directeur des plans d'affectation et requêtes, office de l'urbanisme, DCTI, ☎ 022 546 73 13.

Adoption de la nouvelle liste hospitalière cantonale genevoise

Le Conseil d'Etat a adopté ce jour la [nouvelle liste hospitalière cantonale](#), qui entrera en vigueur dès le 1^{er} janvier 2012, simultanément avec le nouveau système fédéral de financement hospitalier, basé sur des forfaits par cas ou par journée.

La nouvelle liste comprend uniquement les établissements mandatés par le canton pour effectuer des prestations hospitalières cofinancées par l'assurance obligatoire des soins et l'Etat de Genève.

Les établissements qui figurent sur la nouvelle liste hospitalière doivent couvrir les besoins en soins de la population genevoise, tels qu'ils ont été définis dans le rapport de planification médico-sociale et sanitaire 2012-2015. La nouvelle liste tient compte de l'existence d'une offre privée non subventionnée dans le canton de Genève.

La plupart des cliniques privées du canton ont néanmoins été inscrites sur la liste et seront au bénéfice d'un mandat de prestations. Elles compléteront ainsi l'offre existante proposée par les établissements publics médicaux dans les sept pôles d'activité suivants : cardiologie, orthopédie, gynécologie, obstétrique, uro-néphrologie, digestif et psychiatrie.

Globalement, les mandats de prestations qui seront conclus avec les établissements privés du canton de Genève, y compris la division privée des Hôpitaux universitaires de Genève, porteront sur environ 3000 cas de soins aigus et plus de 5500 journées de psychiatrie. Au moins 50% de ces prestations seront réservées aux assurés sans couverture d'assurance complémentaire.

*Pour toute information complémentaire : M. Pierre-François Unger, conseiller d'Etat, DARES,
☎ 022 546 88 03.*

Acquisition d'immeubles par des personnes à l'étranger : déplaçonnement du montant des émoluments

Le Conseil d'Etat a adopté un projet de loi visant à supprimer le plafonnement injustifiable de l'émolument prévu à l'article 15, alinéa 1 de [la loi genevoise d'application de la loi fédérale sur l'acquisition d'immeubles par des personnes à l'étranger](#) (LaLFAIE).

En effet, cet émolument – perçu auprès des acquéreurs étrangers adressant une requête à l'autorité genevoise de première instance (soit le département des affaires régionales, de l'économie et de la santé) – se monte à 1,2% du prix de vente brut de l'immeuble, mais est limité par un plafonnement fixé à CHF 30'000.- qui ne profite qu'aux seuls acquéreurs étrangers les plus fortunés, pouvant s'offrir un bien immobilier supérieur à 25 millions de francs.

Pourtant, l'abrogation de ce plafonnement est nécessaire pour rétablir l'égalité de traitement en la matière.

*Pour toute information complémentaire : M. Chris Monney, direction des affaires juridiques, DARES,
☎ 022 546 88 92.*

Compensation des effets de la progression à froid

Le Conseil d'Etat a modifié le règlement relatif à la compensation des effets de la progression à froid (RCEPF). La modification adoptée porte sur l'adaptation annuelle au renchérissement des barèmes d'impôts sur le revenu et sur la fortune pour l'année fiscale 2012.

La valeur de l'indice de renchérissement pour l'année fiscale 2012 (104,2) révèle une variation d'environ +0,48% par rapport à l'année fiscale 2010 (103,7 selon le RCEPF actuel).

L'indexation des barèmes en question a été prise en compte pour évaluer les recettes fiscales dans le cadre de la procédure budgétaire pour 2012.

Le nouveau règlement entre en vigueur le 1^{er} janvier 2012.

Pour toute information complémentaire : Mme Claire Vogt Moor, conseillère fiscale, administration fiscale cantonale, DF, ☎ 022 327 76 45.

Adaptation de la dénomination des arrêts du réseau des TPG dès le 11 décembre 2011

A la demande des Transports publics genevois (TPG), le Conseil d'Etat a approuvé la [dénomination de nouveaux arrêts TPG](#), suite au préavis favorable émis par la commission cantonale de nomenclature en dates du 22 août 2011 et du 30 septembre 2011.

Ces changements de dénominations interviennent afin de s'adapter au nom officiel d'une artère ou d'une gare ferroviaire, de faire apparaître un lieu ou un chemin plus proche de l'arrêt ou simplement dans un but de simplification.

Pour toute information complémentaire : M. David Favre, secrétaire général adjoint chargé de la mobilité, DIM, ☎ 022 327 96 05.

Accueil de la première équipe du Servette FC aux Evaux : participation au financement des travaux

Le Conseil d'Etat a décidé, après consultation de la commission cantonale d'aide au sport et dans le cadre de ses compétences attribuées par le [règlement sur l'aide au sport \(RASport\)](#), de contribuer à hauteur d'un tiers du montant total des travaux requis par l'accueil de la première équipe du Servette Football Club (SFC) au centre sportif et de loisirs des Evaux (Onex).

Ces travaux étant devisés à un total de 121'000 francs, le Conseil d'Etat a donc accepté de verser une aide exceptionnelle de 40'330 francs à la Fondation des Evaux afin qu'elle réalise, avec sa propre participation et celle de la Ville de Genève, les travaux d'aménagement du centre. Il s'agit en l'espèce de privatiser l'accès à quelque 250 m² du sous-sol du centre pour permettre à une équipe de sportifs professionnels d'y bénéficier d'espaces de vestiaires et de bureaux.

Le SFC qui financera pour sa part les travaux d'aménagement intérieur de la zone, ainsi privatisée selon une convention avec la Fondation des Evaux qui reste à signer. On peut noter que l'espace aménagé pourra servir à d'autres équipes en cas de départ de la première équipe du SFC.

Pour toute information complémentaire : M. Olivier Mutter, directeur cantonal du sport, DIP, ☎ 022 327 94 80.

Aide financière exceptionnelle à l'association Atelier danse Manon Hotte – ADMH

Le Conseil d'Etat a décidé d'octroyer à l'association [Atelier danse Manon Hotte – ADMH](#), école accréditée dans le cadre de la réforme de l'enseignement artistique de base, une aide financière exceptionnelle de 138'000 francs pour l'année 2011.

Cette aide doit permettre à l'association de redimensionner son projet artistique afin de mieux répondre aux objectifs de la [loi sur l'instruction publique](#) et au contrat de prestations signé en décembre 2010 (voir [point de presse du 23 décembre 2010](#)) entre le département de l'instruction publique, de la culture et du sport et les

écoles accréditées. Elle vise aussi l'amélioration de la coordination en matière de formation préprofessionnelle dans le domaine de la danse au sein de la Confédération des écoles genevoises de musique (CEGM).

*Pour toute information complémentaire : Mme Joëlle Comé, directrice du service cantonal de la culture, DIP,
☎ 022 546 66 70.*

Abrogation du règlement sur le vagabondage

Poursuivant la mise à jour du droit genevois (voir points de presse du [3 mars 2011](#), du [7 avril 2011](#), du [19 mai 2011](#) et du [30 juin 2011](#)), le Conseil d'Etat a abrogé le règlement sur le vagabondage et la mendicité, du 1^{er} novembre 1946.

Ce texte se fonde sur l'ancienne loi pénale genevoise, du 20 septembre 1941, qui a été abrogée il y a plusieurs années. Par ailleurs, depuis le 29 janvier 2008, la mendicité est interdite expressément à l'article 11A de la nouvelle [loi pénale genevoise](#), du 17 novembre 2006. Il est donc inutile de conserver un ancien texte réglementaire.

*Pour toute information complémentaire : Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat, CHA,
☎ 022 327 95 00.*

Nomination

Nouvelle directrice de la commission de surveillance des professions de la santé et des droits des patients

Mme **Myriam Gerber** a été nommée pour reprendre la direction de la commission de surveillance des professions de la santé et des droits des patients. Elle remplace à ce poste Mme Nicole Blanchard, qui a quitté ses fonctions le 30 septembre 2011.

Née en 1981, Mme Gerber est licenciée en droit de l'Université de Genève et titulaire du brevet d'avocat. Après avoir travaillé en tant qu'avocate-stagiaire dans une étude de la place, elle a collaboré en qualité de juriste au sein de différentes structures publiques et privées. En octobre 2010, Mme Gerber a rejoint la commission de surveillance des professions de la santé et des droits des patients, où elle a pris en charge les aspects juridiques du volet psychiatrique tout en secondant la directrice pour le volet disciplinaire. Mme Gerber dispose d'une très bonne connaissance des rouages de la commission, dont elle assure actuellement la direction par intérim.



Mme Gerber prendra ses nouvelles fonctions le 1^{er} décembre 2011.

*Pour toute information complémentaire : M. Adrien Bron, directeur général de la santé, DARES,
☎ 022 546 50 15.*

Agenda des invitations à la presse

Sous réserve de modifications

DATE	SUJET	LIEU	DPT	CONTACT
28 novembre 10h30	La restauration collective, premier client de l'agriculture régionale ?	Salle des Fiefs 2, rue de l'Hôtel-de-Ville	DIM	Yves Bellégo ☎ 022 546 76 06
8 décembre 14h00	Enquête aux frontières	Salle des Fiefs 2, rue de l'Hôtel-de-Ville	DIM	Sonia Salina ☎ 022 546 76 16
10 décembre 10h30	Inauguration du Tramway Cornavin-Onex-Bernex (TCOB)	Ponts de l'Ile Arrêt Bel-Air	DCTI DIM	Nicole Bovard Briki ☎ 022 327 94 25 ou 079 240 83 72 Yann Gerdil Margueron ☎ 022 546 78 49
20 décembre 14h00	Projet TOSA	Salle des Fiefs 2, rue de l'Hôtel-de-Ville	DIM	Sonia Salina ☎ 022 546 76 16